

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 7 mai 2014

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Permis de bâtir, mars 2014

2

Les entrepreneurs ont pris pour 6,0 milliards de dollars de permis de bâtir en mars, en baisse de 3,0 % par rapport à février. Le recul noté en mars a fait suite à une diminution de 11,3 % enregistrée le mois précédent. La baisse des intentions de construction dans le secteur non résidentiel dans six provinces, l'Ontario venant en tête, a plus qu'effacé la hausse observée dans le secteur résidentiel.

Étude : Évaluation de la restructuration industrielle dans les provinces au cours des années 2000, 2000 à 2010

9

Indice des prix des services de location et de location à bail de machines et de matériel d'usage commercial et industriel, quatrième trimestre de 2013

11

Laine minérale y compris les isolants en fibre de verre, mars 2014

13

Nouveaux produits et études

14



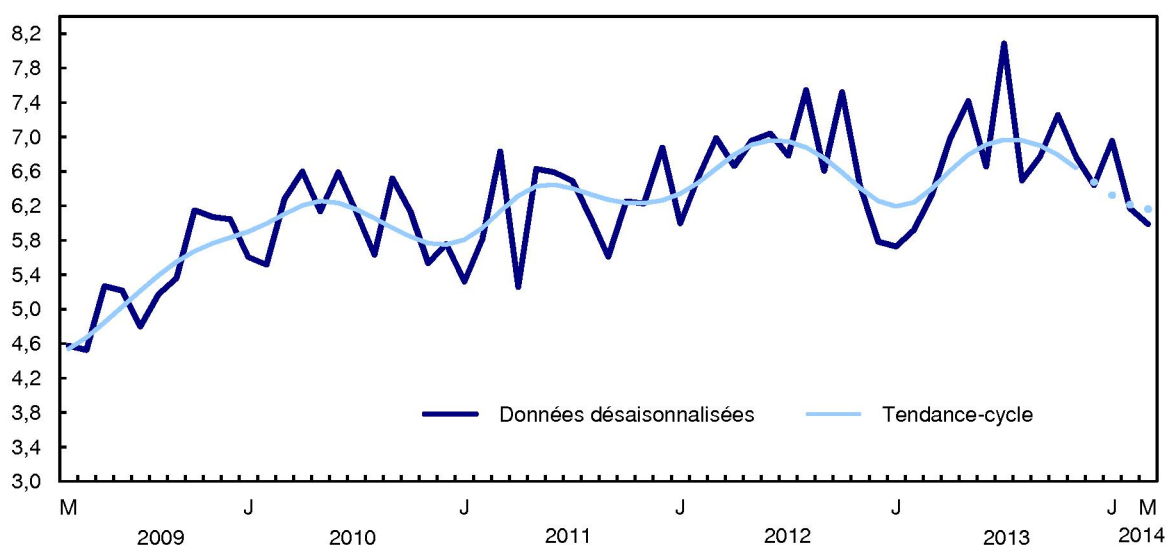
Communiqués

Permis de bâtir, mars 2014

Les entrepreneurs ont pris pour 6,0 milliards de dollars de permis de bâtir en mars, en baisse de 3,0 % par rapport à février. Le recul noté en mars a fait suite à une diminution de 11,3 % enregistrée le mois précédent. La baisse des intentions de construction dans le secteur non résidentiel dans six provinces, l'Ontario venant en tête, a plus qu'effacé la hausse observée dans le secteur résidentiel.

Graphique 1 Valeur totale des permis

milliards de dollars



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la note aux lecteurs.

Les intentions de construction dans le secteur non résidentiel ont diminué de 8,8 % pour se fixer à 2,3 milliards de dollars en mars, soit le plus bas niveau enregistré depuis janvier 2013. Cette baisse a fait suite à une hausse de 7,4 % notée le mois précédent. Des reculs ont été observés dans six provinces, l'Ontario ayant été à l'origine de la majeure partie de la baisse. Des hausses ont été enregistrées dans quatre provinces, l'Alberta étant en tête, suivie de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique.

Dans le secteur résidentiel, la valeur des permis a augmenté de 1,0 % pour s'établir à 3,7 milliards de dollars, après avoir reculé de 20,8 % en février. Une hausse des intentions de construction résidentielle a été observée dans cinq provinces, la Colombie-Britannique et la Saskatchewan venant en tête. Le Québec et le Nouveau-Brunswick ont enregistré les baisses les plus marquées.

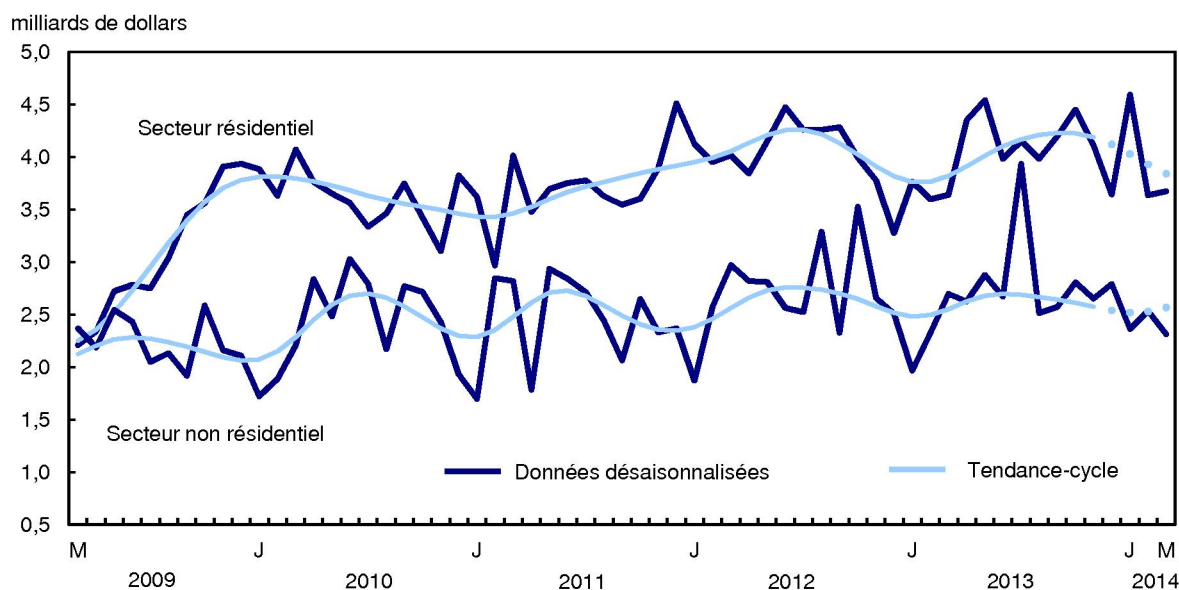
Secteur non résidentiel : diminutions observées dans les composantes institutionnelle et industrielle

Les municipalités canadiennes ont délivré pour 467 millions de dollars de permis de construction institutionnelle en mars, soit 31,3 % de moins qu'en février. La valeur des permis de construction institutionnelle a reculé dans cinq provinces. L'Ontario a été à l'origine de la majeure partie de cette baisse, en raison de l'affaiblissement des intentions de construction d'immeubles à vocation médicale. La Colombie-Britannique et l'Alberta ont affiché les plus fortes hausses en mars, lesquelles ont été attribuables aux établissements d'enseignement.

Après s'être accrue de 29,7 % en février, la valeur des permis dans la composante industrielle a reculé de 7,7 % en mars pour se fixer à 329 millions de dollars. Des replis notés dans quatre provinces, surtout au Québec et en Ontario, ont neutralisé les hausses dans les autres provinces. La baisse observée en mars a été en grande partie attribuable à une diminution des intentions de construction d'installations minières et de bâtiments d'exploitation agricole au Québec, et d'usines de fabrication en Ontario et au Québec. La Colombie-Britannique a enregistré la hausse la plus marquée, suivie du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse.

Dans la composante commerciale, la valeur des permis a progressé de 1,2 % pour atteindre 1,5 milliard de dollars. L'Alberta a été à l'origine de la majeure partie de la hausse en raison de l'augmentation des intentions de construction de complexes de vente au détail ainsi que d'hôtels et de restaurants. La Colombie-Britannique et la Saskatchewan ont affiché les plus fortes baisses, surtout en raison de l'affaiblissement des intentions de construction d'immeubles à bureaux.

Graphique 2 Secteurs résidentiel et non résidentiel



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la note aux lecteurs.

Secteur résidentiel : hausse des intentions de construction de logements multifamiliaux

La valeur des permis de logements multifamiliaux s'est accrue de 7,9 % en mars pour s'établir à 1,6 milliard de dollars, et ce, à la suite d'une baisse de 30,7 % enregistrée le mois précédent. Des augmentations ont été observées dans la plupart des provinces, l'Ontario et la Colombie-Britannique étant arrivés en tête.

Les intentions de construction de logements unifamiliaux ont diminué de 3,6 % pour atteindre 2,1 milliards de dollars. Il s'agit d'une quatrième diminution en cinq mois, marquant ainsi le plus bas niveau pour la composante depuis février 2011. Des reculs ont été enregistrés dans sept provinces, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick ayant affiché les baisses les plus marquées.

Les municipalités canadiennes ont approuvé la construction de 15 833 nouveaux logements, en hausse de 12,2 % par rapport à février. La progression s'explique par les logements multifamiliaux, dont le nombre a augmenté de 21,2 % pour se chiffrer à 10 191 unités. En revanche, les logements unifamiliaux ont diminué de 1,2 % pour s'établir à 5 642 unités.

Provinces : diminution importante en Ontario

La valeur totale des permis a diminué dans cinq provinces en mars, l'Ontario affichant la plus forte diminution, suivi du Québec et du Nouveau-Brunswick.

La forte baisse observée en Ontario a été principalement attribuable à l'affaiblissement des intentions de construction d'immeubles institutionnels et, dans une moindre mesure, de logements unifamiliaux et de bâtiments industriels. Au Québec, la baisse mensuelle provenait des bâtiments industriels et des logements multifamiliaux, tandis que l'affaiblissement des intentions de construction de logements unifamiliaux et d'immeubles à vocation commerciale expliquait le recul au Nouveau-Brunswick.

L'augmentation la plus prononcée s'est produite en Alberta, où les intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale expliquaient en grande partie la croissance. La Colombie-Britannique suivait de loin. Venait ensuite la Nouvelle-Écosse. Les immeubles institutionnels et les logements multifamiliaux ont le plus contribué à la progression en Colombie-Britannique, tandis que les immeubles à vocation commerciale et les logements multifamiliaux ont été à l'origine de l'augmentation en Nouvelle-Écosse.

Baisse des intentions de construction à Kingston, Kitchener–Cambridge–Waterloo et London

La valeur totale des permis a diminué dans 16 des 34 régions métropolitaines de recensement.

La plus forte baisse a été enregistrée à Kingston, suivie de Kitchener–Cambridge–Waterloo et de London. À Kingston, la diminution a été principalement attribuable aux reculs touchant les immeubles institutionnels. L'affaiblissement des intentions de construction de logements multifamiliaux expliquait la baisse observée à Kitchener–Cambridge–Waterloo, tandis qu'à London, les intentions de construction d'immeubles non résidentiels et de logements unifamiliaux ont été à l'origine de la diminution.

Edmonton a enregistré l'augmentation la plus prononcée en mars, suivie d'Oshawa et de Québec. La valeur des permis délivrés à Edmonton s'est accrue surtout en raison de l'augmentation des intentions de construction de logements multifamiliaux, d'immeubles institutionnels et de structures commerciales. À Oshawa, les immeubles à vocation commerciale ont été à l'origine de la progression, tandis qu'à Québec, les logements multifamiliaux et toutes les composantes du secteur non résidentiel expliquaient l'augmentation.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé « La désaisonnalisation et le repérage des tendances économiques ».

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 400 municipalités représentant 95 % de la population. Les collectivités représentant les 5 % restants de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total de l'ensemble de la population.

Les données sur les permis de bâtir servent d'indicateur avancé de l'activité dans l'industrie de la construction.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau (Ontario/Québec) est divisée en deux régions, soit la partie Gatineau et la partie Ottawa.

Révision

Les données pour le mois de référence en cours sont sujettes à révision, fondée sur les réponses tardives. Les données du mois précédent ont été révisées.

Les estimations de la tendance-cycle ont été ajoutées sur les graphiques en tant que complément des séries désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées et les estimations de la tendance-cycle peuvent faire l'objet de révisions lorsque de nouvelles observations deviennent disponibles. Ces révisions pourraient être importantes et même entraîner le renversement du mouvement, en particulier à la fin de la série. La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique.

Tableau 1
Unités de logements, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, Canada –
Données désaisonnalisées

	Mars 2013	Janvier 2014	Février 2014 ^r	Mars 2014 ^P	Février à mars 2014	Mars 2013 à mars 2014
	millions de dollars				variation en %	
Total	6 334,8	6 955,4	6 172,3	5 987,3	-3,0	-5,5
Résidentiel	3 639,1	4 593,1	3 636,0	3 674,0	1,0	1,0
Unifamilial ¹	2 219,5	2 475,7	2 169,7	2 092,0	-3,6	-5,7
Multifamilial	1 419,6	2 117,4	1 466,3	1 582,0	7,9	11,4
Non résidentiel	2 695,7	2 362,3	2 536,3	2 313,3	-8,8	-14,2
Industriel	455,9	274,8	356,3	328,9	-7,7	-27,9
Commercial	1 253,8	1 501,7	1 499,5	1 517,0	1,2	21,0
Institutionnel	986,0	585,8	680,4	467,4	-31,3	-52,6
	nombre d'unités				variation en %	
Logements totaux	14 678	18 398	14 117	15 833	12,2	7,9
Unifamilial ¹	6 293	6 674	5 712	5 642	-1,2	-10,3
Multifamilial	8 385	11 724	8 405	10 191	21,2	21,5

^r révisé

^P provisoire

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : les maisons individuelles, les maisons mobiles et les chalets.

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Tableau 2
Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire – Données désaisonnalisées

	Mars 2013	Janvier 2014	Février 2014 ^r	Mars 2014 ^p	Février à mars 2014	Mars 2013 à mars 2014
	millions de dollars				variation en %	
Canada	6 334,8	6 955,4	6 172,3	5 987,3	-3,0	-5,5
Résidentiel	3 639,1	4 593,1	3 636,0	3 674,0	1,0	1,0
Non résidentiel	2 695,7	2 362,3	2 536,3	2 313,3	-8,8	-14,2
Terre-Neuve-et-Labrador	57,7	99,4	42,2	41,2	-2,5	-28,6
Résidentiel	50,1	48,5	29,2	28,7	-1,5	-42,7
Non résidentiel	7,6	50,9	13,1	12,5	-4,7	64,7
Île-du-Prince-Édouard	29,9	15,1	23,0	14,5	-37,1	-51,5
Résidentiel	9,4	7,5	10,2	4,8	-52,9	-48,7
Non résidentiel	20,5	7,6	12,8	9,7	-24,4	-52,8
Nouvelle-Écosse	118,8	75,5	58,1	93,0	60,0	-21,7
Résidentiel	85,3	53,4	46,7	54,3	16,3	-36,4
Non résidentiel	33,5	22,0	11,5	38,8	238,0	15,7
Nouveau-Brunswick	44,9	73,8	76,9	60,8	-20,8	35,4
Résidentiel	30,6	61,2	43,9	24,9	-43,2	-18,6
Non résidentiel	14,3	12,6	33,0	35,9	9,0	150,8
Québec	1 042,0	1 363,9	1 199,1	1 140,6	-4,9	9,5
Résidentiel	643,6	937,9	730,3	699,3	-4,2	8,7
Non résidentiel	398,5	426,0	468,7	441,2	-5,9	10,7
Ontario	2 178,7	2 393,7	2 485,7	2 144,7	-13,7	-1,6
Résidentiel	1 223,6	1 492,1	1 322,1	1 323,3	0,1	8,1
Non résidentiel	955,1	901,7	1 163,7	821,3	-29,4	-14,0
Manitoba	150,2	193,8	141,0	143,3	1,7	-4,6
Résidentiel	110,2	117,7	98,6	101,6	3,0	-7,9
Non résidentiel	40,0	76,0	42,4	41,8	-1,5	4,6
Saskatchewan	275,6	212,0	185,6	194,2	4,6	-29,5
Résidentiel	144,1	136,3	103,6	131,3	26,8	-8,9
Non résidentiel	131,5	75,7	82,0	62,9	-23,3	-52,2
Alberta	1 711,5	1 610,6	1 190,5	1 312,0	10,2	-23,3
Résidentiel	836,0	1 061,3	761,4	757,8	-0,5	-9,4
Non résidentiel	875,5	549,4	429,1	554,2	29,2	-36,7
Colombie-Britannique	713,1	907,3	759,4	830,6	9,4	16,5
Résidentiel	499,8	669,6	485,6	544,4	12,1	8,9
Non résidentiel	213,3	237,7	273,8	286,2	4,5	34,2
Yukon	6,6	5,7	3,8	7,1	83,7	7,0
Résidentiel	3,2	4,1	1,8	2,3	24,8	-29,6
Non résidentiel	3,4	1,5	2,0	4,8	136,4	41,8
Territoires du Nord-Ouest	3,5	1,3	2,0	1,1	-44,7	-68,8
Résidentiel	1,9	0,0	0,2	1,0	396,2	-45,0
Non résidentiel	1,6	1,2	1,8	0,1	-96,7	-96,4
Nunavut	2,3	3,4	4,9	4,2	-14,3	86,7
Résidentiel	1,3	3,4	2,5	0,2	-92,0	-84,0
Non résidentiel	1,0	0,0	2,4	4,0	66,7	300,0

^r révisé

^p provisoire

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Tableau 3
Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement – Données
désaisonnalisées¹

	Mars 2013	Janvier 2014	Février 2014 ^r	Mars 2014 ^P	Février à mars 2014	Mars 2013 à mars 2014
	millions de dollars			variation en %		
Total, régions métropolitaines de recensement	4 955,7	5 332,6	4 588,0	4 646,5	1,3	-6,2
St. John's	32,3	84,2	27,7	23,7	-14,2	-26,5
Halifax	81,1	39,6	25,9	49,4	90,5	-39,1
Moncton	15,1	17,7	12,5	9,7	-22,7	-36,0
Saint John	8,0	15,6	26,3	28,1	6,7	252,8
Saguenay	25,2	15,4	28,0	28,2	0,8	12,1
Québec	116,2	146,9	102,7	179,5	74,7	54,5
Sherbrooke	42,2	35,3	32,4	25,9	-20,0	-38,6
Trois-Rivières	30,5	18,0	27,2	29,5	8,5	-3,1
Montréal	473,4	714,6	561,7	522,3	-7,0	10,3
Ottawa–Gatineau, Ontario/Québec	209,3	262,3	296,8	284,7	-4,1	36,0
Partie Gatineau	34,0	118,5	55,5	65,3	17,7	91,7
Partie Ottawa	175,2	143,7	241,3	219,4	-9,1	25,2
Kingston	11,2	55,5	261,1	16,7	-93,6	48,9
Peterborough	4,9	5,0	5,1	4,9	-5,2	0,0
Oshawa	33,2	77,2	65,3	169,1	159,0	409,2
Toronto	1 198,1	1 358,2	1 064,0	1 030,4	-3,2	-14,0
Hamilton	121,0	101,1	103,4	144,1	39,4	19,1
St. Catharines–Niagara	49,5	49,7	47,2	41,3	-12,5	-16,7
Kitchener–Cambridge–Waterloo	84,5	59,7	110,4	64,9	-41,3	-23,2
Brantford	7,4	6,4	7,5	7,4	-2,1	-0,2
Guelph	15,6	27,3	22,3	17,5	-21,3	12,1
London	56,0	37,2	86,8	46,1	-46,9	-17,6
Windsor	21,9	33,5	16,4	27,3	66,4	24,5
Barrie	21,1	16,7	34,7	18,2	-47,4	-13,4
Grand Sudbury	7,2	12,5	7,3	33,6	360,9	364,4
Thunder Bay	7,6	15,1	4,3	5,2	20,3	-31,2
Winnipeg	109,1	145,4	90,4	99,7	10,3	-8,7
Regina	79,6	45,2	76,0	40,0	-47,4	-49,8
Saskatoon	151,5	97,0	66,6	100,0	50,1	-34,0
Calgary	551,9	577,5	427,7	448,8	4,9	-18,7
Edmonton	847,8	522,5	361,0	519,7	44,0	-38,7
Kelowna	37,0	30,3	31,5	34,2	8,4	-7,6
Abbotsford–Mission	10,9	21,2	9,7	20,9	115,0	91,8
Vancouver	437,0	622,2	516,0	500,0	-3,1	14,4
Victoria	58,3	66,8	32,0	75,4	135,7	29,3

^r révisé

^P provisoire

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008 et 026-0010.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro de mars 2014 de la publication *Permis de bâtir* (64-001-X) paraîtra bientôt.

Les données des permis de bâtir d'avril seront diffusées le 5 juin.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Mariane Bien-Aimé au 613-951-7520, Division de l'investissement, des sciences et de la technologie.

Étude : Évaluation de la restructuration industrielle dans les provinces au cours des années 2000, 2000 à 2010

De 2000 à 2010, l'économie canadienne a connu un changement structurel considérable, délaissant le secteur de la fabrication pour se tourner vers les industries axées sur les ressources et vers d'autres secteurs.

La présente étude examine comment ces changements structurels généralisés étaient répartis parmi les économies provinciales et propose le premier ensemble de tests rigoureux permettant de déterminer si ces changements sont statistiquement significatifs.

Peu importe que le changement structurel soit mesuré par la production réelle ou par les heures travaillées, la fabrication est le secteur qui a accusé les pertes les plus marquées dans toutes les provinces. Ces pertes se sont concentrées en Ontario et au Québec. La part de la production représentée par la fabrication a diminué de 9,5 points de pourcentage en Ontario et de 8,3 points de pourcentage au Québec. Parallèlement, la part des heures travaillées a diminué de 6,2 points de pourcentage en Ontario et de 7,1 points de pourcentage au Québec.

Bien que d'autres provinces aient enregistré une érosion de la part de la production et des heures travaillées dans le secteur de la fabrication, aucune n'a connu un recul aussi important que celui observé dans le centre du Canada.

Après la fabrication, le secteur dont la part a le plus baissé dans l'ensemble des provinces est celui de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse. Les pertes ont été plus prononcées dans le cas des heures travaillées que dans le cas de la production, ce qui reflète la hausse marquée de la productivité dans ce secteur par rapport aux autres.

Les hausses les plus généralisées de la part de la production ont été observées dans le commerce de détail, neuf provinces ayant affiché des hausses appréciables de la part de la production représentée par ce secteur.

Dans les autres industries, la restructuration a varié selon la province. Des augmentations importantes de production ont été observées dans l'extraction minière et l'extraction de pétrole et de gaz à Terre-Neuve-et-Labrador. L'Alberta a connu une croissance importante de la production dans la finance et les services professionnels. La Saskatchewan et l'Alberta ont toutes deux enregistré des augmentations notables des heures travaillées dans la construction par rapport aux autres provinces.

L'Ontario a connu la plus forte progression dans la finance, les assurances, les services immobiliers, et les services de location et de location à bail. En 2000, la production de la finance représentait un peu plus de la moitié de la production de la fabrication, mais en 2010, chacune de ces industries était à l'origine du cinquième environ de la production du secteur des entreprises.

Note aux lecteurs

À l'aide d'une nouvelle base de données provinciale de Statistique Canada, la présente étude examine les changements observés dans la production industrielle, mesurée par le produit intérieur brut (PIB) réel, et dans le facteur travail, mesuré par les heures travaillées. Le PIB réel rend compte de la mesure dans laquelle la production provinciale de biens et de services change, en excluant l'effet des prix des produits. Les heures travaillées servent à mesurer l'évolution de la demande relative de main-d'œuvre dans les industries. Il se peut que la production et les heures travaillées n'aillent pas dans la même direction, des changements relatifs dans la productivité de l'industrie pouvant scinder les deux mesures. L'étude vérifie si les changements observés dans la production et les heures travaillées au cours de la période visée de 10 ans sont aléatoires ou attribuables à des mouvements persistants au fil du temps, qui indiqueraient un changement structurel.

Le document de recherche « Évaluation du changement dans la structure industrielle des provinces au cours des années 2000 », qui fait partie de la *Série de documents de recherche sur l'analyse économique* (11F0027M), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Des études similaires sont accessibles dans le module [Mise à jour sur la recherche économique](#) de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

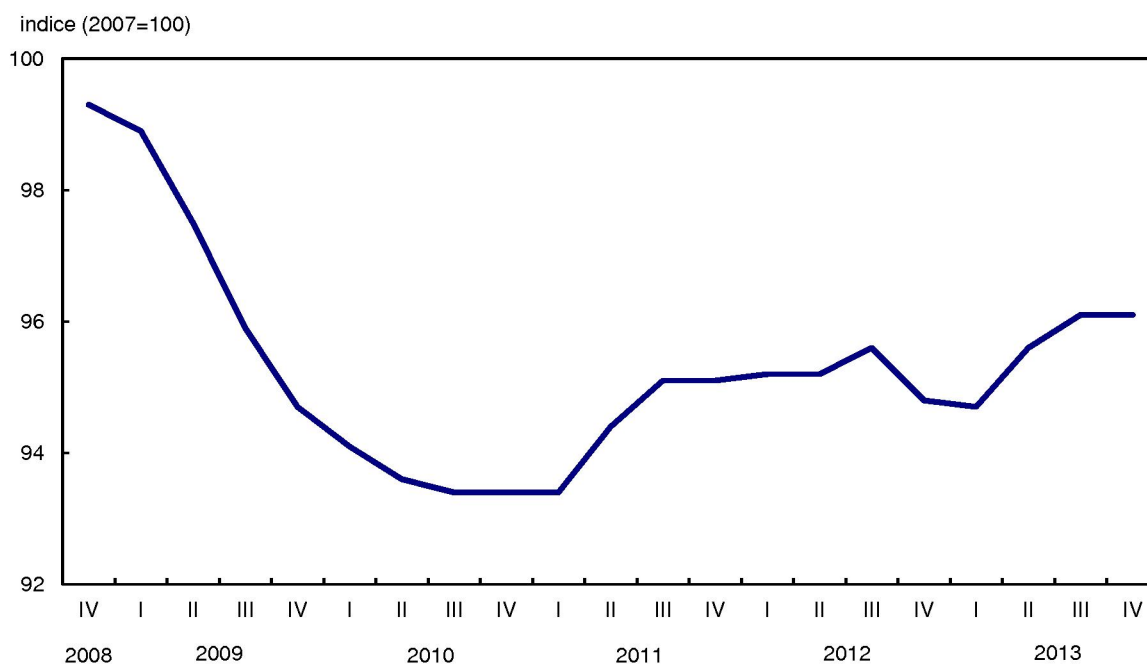
Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Anne-Marie Rollin (613-951-3116), Division de l'analyse économique.

Indice des prix des services de location et de location à bail de machines et de matériel d'usage commercial et industriel, quatrième trimestre de 2013

L'Indice des prix des services de location et de location à bail de machines et de matériel d'usage commercial et industriel était inchangé au quatrième trimestre de 2013, à la suite d'une hausse de 0,5 % au troisième trimestre. Il s'agit de la troisième fois en quatre ans que le quatrième trimestre est inchangé.

Les prix des services de location et de location à bail de machines et de matériel lourds (pour la construction, le transport, l'extraction minière et la foresterie) ont légèrement crû de 0,1 %, comme l'ont fait ceux de machines et de matériel de bureau et d'autres machines et matériel d'usage (+0,1 %).

Graphique 1 Indice des prix des services de location et de location à bail de machines et de matériel d'usage commercial et industriel



L'indice a progressé de 1,4 % au quatrième trimestre par rapport au même trimestre de 2012, reflétant la hausse des prix au deuxième trimestre de 2013.

Note aux lecteurs

Cet indice de prix mesure la variation du prix des activités de location et de location à bail pour l'industrie des machines et du matériel d'usage commercial et industriel.

À chaque diffusion, les données du trimestre précédent pourraient avoir été révisées. Les données peuvent aussi faire l'objet d'une révision annuelle lors de la diffusion des données du deuxième trimestre de l'année de référence suivante. L'indice n'est pas désaisonnalisé.

L'Indice des prix des services de location et de location à bail de machines et matériel de bureau et d'autres machines et matériel d'usage commercial et industriel regroupe les codes 53242 et 53249 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord.

Tableau 1
Indice des prix des services de location et de location à bail de machines et de matériel d'usage commercial et industriel – Données non désaisonnalisées

	Importance relative ¹	Quatrième trimestre de 2012	Troisième trimestre de 2013 ^r	Quatrième trimestre de 2013 ^p	Troisième trimestre au quatrième trimestre de 2013	Quatrième trimestre de 2012 au quatrième trimestre de 2013
	%	(2007=100)			variation en %	
Services de location et de location à bail de machines et de matériel d'usage commercial et industriel	100,00	94,8	96,1	96,1	0,0	1,4
Location et location à bail de machines et de matériel pour la construction, le transport, l'extraction minière et la foresterie	68,21	96,1	98,1	98,2	0,1	2,2
Location et location à bail de machines et de matériel de bureau et d'autres machines et matériel d'usage commercial et industriel ²	31,79	91,8	91,6	91,7	0,1	-0,1

^r révisé

^p provisoire

1. L'importance relative est fondée sur le poids que contribue chaque code à cinq caractères du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord à l'indice global des prix des services de location et de location à bail de machines et de matériel d'usage commercial et industriel.

2. Les données sur les services de location et de location à bail de machines et de matériel de bureau et les données sur les services de location et de location à bail d'autres machines et matériel d'usage commercial et industriel ont été recueillies séparément. Les indices ont ensuite été combinés à l'agrégation.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 332-0005 et 332-0010.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 5137.

Les données du premier trimestre de l'Indice des prix des services de location et de location à bail de machines et de matériel d'usage commercial et industriel seront diffusées en juillet.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Laine minérale y compris les isolants en fibre de verre, mars 2014

Il est maintenant possible de consulter les données de mars sur la laine minérale, y compris les isolants en fibre de verre.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2110.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Nouveaux produits et études

Nouvelles études

Série de documents de recherche sur l'analyse économique (AE) : « Évaluation du changement dans la structure industrielle des provinces au cours des années 2000 », n° 92
Numéro au catalogue 11F0027M2014092 (HTML | PDF)



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2014. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>